

Délibération

n° 2026-48

Objet : RIFSEEP - modification de la délibération n°2021-55 du 13 décembre 2021 instituant le RIFSEEP pour les agents FMPE en mission

Séance du : 12 octobre 2026

Président de séance : Philippe LOCATELLI

Date de la convocation : 28 septembre 2026 - **Secrétaire de séance :** Thomas MOUYON

Nombre de membres titulaires en exercice le jour de la séance : 35

	Présent(e)	Représenté(e) par	Excusé(e) donne pouvoir à	Excusé(e)
	27	0	5	3
<u>Collège représentant les communes affiliées</u>				
LOCATELLI Philippe,	X			
LAFOND Peggy	X			
ZANNETTACCI Pierre-Jean			X D. COMBET	
BRUNEAU Nathalie	X			
ARCOS Sébastien	X			
STARON Catherine	X			
TISSOT Philippe	X			
PARLIER Frédérique	X			
POISSON Didier	X			
BONNEFOY Mireille	X			
JAL Jean-Philippe	X			
BOUDJELLABA Mohamed	X			
MALOSSE Daniel	X			
NELIAS Agnès	X			
GALLET Christian	X			
SOTTON Sylvain	X			
BONNEFOUX Richard	X			
MAMET Marc	X			
MATHON Patrick	X			
MOUYON Thomas	X			
ASTIER Benoît	X			
<u>Collège représentant les établissements publics affiliés</u>				
COMBET Damien	X			
DUTHEL Gilles	X			
MENICHON Jacky			X S. SOTTON	

	Présent(e)	Représenté(e) par	Excusé(e) donne pouvoir à	Excusé(e)
<u>Collège représentant les communes non affiliées</u>				
CADORET Rémy	X			
BOCQUET Jonathan				X
JOINT Bastien	X			
<u>Collège représentant les établissements publics non affiliés</u>				
EL FALOSSI Messaouda			X B. JOINT	
PUBLIÉ Martine	X			
<u>Collège représentant la Métropole de Lyon et le Département du Rhône</u>				
BENCHARAA Myriam			X S. ARCOS	
VOISIN-MOULINIER Catherine			X P. LOCATELLI	
CHAPOT Pascale	X			
<u>Collège représentant la Région Auvergne Rhône-Alpes</u>				
ODO Xavier	X			
PACCAUD Mickael				X
CRUZ Sophie				X

Était présente Madame Noëlle SCARAFIA, Responsable du SGC BRON

Ont assisté à cette réunion :

Olivier DUCROCQ, Directeur général des services
Philippe GÉRARD, Directeur général adjoint
Guillaume GONON, Directeur du pôle Santé
Nadège NOEL, Directrice du pôle Appui aux collectivités
Anne-France ARGANS, Directrice Communication et relations institutionnelles

La délibération n°2021-55 du 13 décembre 2021 a institué le régime indemnitaire (RIFSEEP) pour les fonctionnaires momentanément privés d'emploi (FMPE) en mission dans les collectivités en fonction du temps de travail exercé en mission.

En effet, pendant la période de prise en charge prévue à l'article L. 542-7 du code général de la fonction publique, le Centre de gestion peut confier des missions au fonctionnaire territorial concerné, y compris dans le cadre d'une mise à disposition.

Cette mise à disposition peut s'effectuer tant au sein de la fonction publique territoriale que dans la fonction publique d'État ou hospitalière tel que le prévoyait la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale avant d'être transposée dans le CGFP (articles 61 à 61-2).

De ce fait, il est proposé d'élargir les bénéficiaires de la délibération susvisée aux FMPE placés en mission au sein de la fonction publique d'État ou de la fonction publique hospitalière.

Vu le Code général de la fonction publique, notamment son article L.542-12,

Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application de l'article L. 714-4 du code général de la fonction publique,

Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,

Vu l'arrêté du 23 novembre 2022 pris pour l'application à certains emplois supérieurs de la fonction publique de l'État des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,

Vu la délibération n° 2021-55 du 13 décembre 2021 instaurant le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) pour les agents FMPE en mission,

Vu l'avis favorable du CST en date du 28 septembre 2026,

Le conseil d'administration, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

Article 1 : de modifier la partie « 1- Les bénéficiaires » dans l'exposé de la délibération n°2021-55 du 13 décembre 2021 susvisée ainsi :

« Sont susceptibles de pouvoir bénéficier du RIFSEEP les agents pris en charge par le Centre de gestion du Rhône et de la Métropole de Lyon placés en mission dans la fonction publique territoriale, dans la fonction publique d'État et dans la fonction publique hospitalière. »

Article 2 : de laisser inchanger les autres dispositions de la délibération n°2021-55 en date du 13 décembre 2021 modifiée susvisée.

Article 3 : d'inscrire les crédits nécessaires à la prise en charge de ces frais aux chapitres du budget principal et du budget annexe prévus à cet effet.

Fait à Sainte Foy-lès-Lyon
Le 12 octobre 2026
Le Président,



Philippe LOCATELLI